A°. 1935.  N°. 77.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 6den Augustus 1935, No. 1116, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 31sten Maart 1930 (Staatsblad No. 133), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 24 April 1926 te Parijs gesloten internationaal verdrag, betreffende het verkeer met motorrijtuigen (Staatsblad 1928 No. 291).*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive dd. 27 Maart 1935, 5de Afdeeling No. 43/185, van den Minister van Staat, Minister van Kolonien, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 31sten Maart 1930 (Staatsblad No. 133) bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het op 24 April 1926 te Parijs gesloten internationaal verdrag, betreffende het verkeer met motorrijtuigen (Staatsblad 1928, No. 291).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van den 31sten Maart 1930 (Staatsblad No. 133), nevens afschrift dezer beschikking, in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

VAN SLOBBE.

Uitgegeven den 19den September 1935.
De Gouvernements-Secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de wet van 21 Juli 1928 (*Staatsblad* No. 291), houdende goedkeuring van het op 24 April 1926 te *Parijs* gesloten internationaal verdrag, betreffende het verkeer met motorrijtuigen, en van de daarbij behoorende bijlagen, van welke stukken een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat Onze akte van bekrachtiging van dat verdrag op 24 October 1929 te *Parijs* nedergelegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 26sten Maart 1930, Directie van het Protocol, No. 8700;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemd verdrag, met de daarbij behoorende bijlagen, alsmede eene vertaling van die stukken, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Eene opgave van de landen, die dat verdrag hebben bekrachtigd of er toe zijn toegetreden, is mede bij dit Besluit gevoegd.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 31sten Maart 1930.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Uitgegeven den *veertienden* April 1930.

De Minister van Justitie,

J. DONNER.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMBILE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Etats ci-après désignés, réunis en Conférence à Paris, du 20 au 24 avril 1926, en vue d'examiner les modifications à apporter à la Convention Internationale relative à la circulation des automobiles du 11 octobre 1909, ont convenu des stipulations suivantes :

Dispositions générales.

Article premier.

La Convention s'applique à la circulation routière automobile en général, quels que soient l'objet et la nature du transport, sous réserve, cependant, des dispositions spéciales nationales relatives aux services publics de transport en commun des personnes et aux services publics de transport de marchandises.

Art. 2.

Sont réputés automobiles, au sens des prescriptions de la présente Convention, tous véhicules pourvus d'un dispositif de propulsion mécanique, circulant sur la voie publique sans être liés à une voie ferrée et servant au transport des personnes ou des marchandises.

Conditions à remplir par les automobiles pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique.

Art. 3.

Tout automobile, pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique, doit, ou bien avoir été reconnu apte à être mis en circulation après examen devant l'autorité compétente ou devant une association habilitée par celle-ci, ou bien

être conforme à un type agréé de la même manière. Il doit, dans tous les cas, remplir les conditions fixées ci-après :

I. L'automobile doit être pourvu des dispositifs suivants :

a. Un robuste appareil de direction qui permette d'effectuer facilement et sûrement les virages ;

b. Soit deux systèmes de freinage indépendants l'un de l'autre, soit un système actionné par deux commandes indépendantes l'une de l'autre et dont l'une des parties peut agir même si l'autre vient à être en défaut, en tous cas l'un et l'autre système suffisamment efficace et à action rapide ;

c. Lorsque le poids total de l'automobile à vide excède 350 kilogrammes, un dispositif tel que l'on puisse, du siège du conducteur, lui imprimer un mouvement de recul au moyen du moteur ;

d. Lorsque le poids total de l'automobile formé du poids à vide et de la charge maxima déclarée admissible lors de la réception excède 3,500 kilogrammes, un dispositif spécial qui puisse empêcher, en toutes circonstances, la dérive en arrière, ainsi qu'un miroir rétroviseur.

Les organes de manoeuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner d'une manière sûre sans cesser de surveiller la route.

Les appareils doivent être d'un fonctionnement sûr et disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger d'incendie ou d'explosion, à ne constituer aucune autre sorte de danger pour la circulation et à n'effrayer ni sérieusement incommoder par le bruit, la fumée, ni l'odeur. L'automobile doit être muni d'un dispositif d'échappement silencieux.

Les roues des véhicules automobiles et de leurs remorques doivent être munies de bandages en caoutchouc ou de tous autres systèmes équivalents au point de vue de l'élasticité.

L'extrémité des fusées ne doit pas faire saillie sur le reste du contour extérieur du véhicule.

II. L'automobile doit porter :

1o. A l'avant et à l'arrière, inscrit sur des plaques ou sur le véhicule lui-même, le signe d'immatriculation qui aura été attribué par l'autorité compétente. Le signe d'immatriculation placé à l'arrière, ainsi que le signe distinctif visé à l'article 5 doivent être éclairés dès qu'ils ont cessé d'être visibles à la lumière du jour.

Dans le cas d'un véhicule suivi d'une remorque, le signe d'immatriculation et le signe distinctif visé à l'article 5 sont répétés à l'arrière de la remorque et la prescription relative à l'éclairage de ces signes s'applique à la remorque.

2o. Dans un endroit pratiquement accessible, et en caractères facilement lisibles, les indications suivantes :

Désignation du constructeur du châssis ;
Numéro de fabrication du châssis ;
Numéro de fabrication du moteur.

III. Tout automobile doit être muni d'un appareil avertisseur sonore d'une puissance suffisante.

IV. Tout automobile circulant isolément doit, pendant la nuit et dès la tombée du jour, être muni à l'avant d'au moins deux feux blancs, placés l'un à droite, l'autre à gauche, et à l'arrière d'un feu rouge.

Toutefois, pour les motocycles à deux roues, non accompagnés d'un side-car, le nombre de feux à l'avant peut être réduit à un.

V. Tout automobile doit également être pourvu d'un ou plusieurs dispositifs permettant d'éclairer efficacement la route à l'avant sur une distance suffisante, à moins que les feux blancs ci-dessus prescrits ne remplissent cette condition.

Si le véhicule est susceptible de marcher à une vitesse supérieure à 30 kilomètres à l'heure, ladite distance ne doit pas être inférieure à 100 mètres.

VI. Les appareils d'éclairage susceptibles de produire un éblouissement doivent être établis de manière à permettre la suppression de l'éblouissement à la rencontre des autres usagers de la route ou dans toute circonstance où cette suppression serait utile. La suppression de l'éblouissement doit toutefois laisser subsister une puissance lumineuse suffisante pour éclairer efficacement la chaussée jusqu'à une distance d'au moins 25 mètres.

VII. Les automobiles suivis d'une remorque sont assujettis aux mêmes règles que les automobiles isolés en ce qui touche l'éclairage vers l'avant ; le feu rouge d'arrière est reporté à l'arrière de la remorque.

VIII. En ce qui touche les limitations relatives au poids et au gabarit, les automobiles et romorques doivent satisfaire aux règlements généraux des pays où ils circulent.

Délivrance et reconnaissance des certificats internationaux pour automobiles.

Art. 4.

En vue de certifier, pour chaque automobile admis internationalement à circuler sur la voie publique, que les conditions prévues dans l'article 3 sont remplies ou sont susceptibles d'être observées, des certificats internationaux sont délivrés d'après le modèle et les indications figurant aux annexes A et B de la présente Convention.

Ces certificats sont valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance. Les indications manuscrites qu'ils contiennent doivent toujours être écrites en caractères latins ou en cursive dite anglaise.

Les certificats internationaux délivrés par les autorités d'un des Etats contractants ou par une association habilitée par celles-ci. avec le contre-seing de l'autorité, donnent libre accès à la circulation dans tous les autres Etats contractants et y sont reconnus comme valables sans nouvel examen. Toutefois le droit de faire usage du certificat international peut être refusé, s'il est évident que les conditions prévues à l'article 3 ne sont plus remplies.

Signe distinctif.

Art. 5.

Tout automobile pour être admis internationalement à circuler sur la voie publique, doit porter en évidence à l'arrière, inscrit sur une plaque ou sur le véhicule lui-même, une signe distinctif composé de une à trois lettres.

Pour l'application de la présente Convention, le signe distinctif correspond soit à un Etat, soit à un territoire constituant, au point de vue de l'immatriculation des automobiles, une unité distincte.

Les dimensions et la couleur de ce signe, les lettres ainsi que leurs dimensions et leur couleur, sont fixées dans le tableau figurant à l'annexe C de la présente Convention.

Conditions à remplir par les conducteurs d'automobiles pour être admis internationalement à conduire un automobile sur la voie publique.

Art. 6

Le conducteur d'un automobile doit avoir les qualités qui donnent une garantie suffisante pour la sécurité publique.

En ce qui concerne la circulation internationale, nul ne peut conduire un automobile sans avoir reçu, à cet effet, une autorisation délivrée par une autorité compétente ou par une association habilitée par celle-ci après qu'il aura fait preuve de son aptitude.

L'autorisation ne peut être accordée à des personnes âgées de moins de 18 ans.

Délivrance et reconnaissance des permis internationaux de conduire.

Art. 7.

En vue de certifier, pour la circulation internationale, que les conditions prévues à l'article précédent sont remplies, des permis internationaux de conduire sont délivrés d'après la modèle et les indications figurant aux annexes D et E de la présente Convention.

Ces permis sont valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance et pour les catégories d'automobiles pour lesquelles ils ont été délivrés.

En vue de la circulation internationale, les catégories suivantes ont été établies :

A. Automobiles dont le poids total, formé du poids à vide et de la charge maxima déclarée admissible lors de la réception, n'excède pas 3,500 kilogrammes ;

B. Automobiles dont le poids total, constitué comme ci-dessus, excède 3,500 kilogrammes ;

C. Motocycles avec ou sans side-car.

Les indications manuscrites que contiennent les permis internationaux sont toujours écrites en caractères latins ou en cursive dite anglaise.

Les permis internationaux de conduire délivrés par les autorités d'un Etat contractant ou par une association habilitée par celles-ci avec le contre-seing de l'autorité, permettent dans tous les autres Etats contractants la conduite des automobiles rentrant dans les catégories pour lesquelles ils ont été délivrés et sont reconnus comme valables sans nouvel examen dans tous les Etats contractants. Toutefois, le droit de faire usage du permis international de conduire peut être refusé, s'il est évident que les conditions prescrites par l'article précédent ne sont pas remplies.

Observation des lois et réglementations nationales.

Art. 8.

Le conducteur d'un automobile circulant dans un pays est tenu de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans ce pays pour ce qui touche à la circulation.

Un extrait de ces lois et règlements pourra être remis à l'automobiliste à l'entrée dans un pays, par le bureau où sont accomplies les formalités douanières.

Signalisation des dangers.

Art. 9.

Chacun des Etats contractants s'engage à veiller, dans la mesure de son autorité, à ce que, le long des routes, il ne soit posé, pour signaler les passages dangereux, que les signaux figurant à l'annexe F de la présente Convention.

Ces signaux sont inscrits sur des plaques en forme de triangle, chaque Etat s'engageant, autant que possible, à réserver exclusivement la forme triangulaire à ladite signalisation et à interdire l'emploi de cette forme dans tous les cas où il pourrait en résulter une confusion avec la signalisation dont il s'agit. Le triangle est, en principe, équilatéral et a, au minimum, 0 m. 70 de côté.

Lorsque les conditions atmosphériques s'opposent à l'emploi des plaques pleines, la plaque triangulaire peut être évidée.

Dans ce cas, elle pourra ne pas porter le signal indicatif de la nature d'obstacle et ses dimensions peuvent être réduites au minimum de 0 m. 46 de côté.

Les signaux sont posés perpendiculairement à la route et à une distance de l'obstacle qui ne doit pas être inférieure à 150 mètres ni supérieure à 250 mètres, à moins que la disposition des lieux ne s'y oppose.

Lorsque la distance du signal à l'obstacle est notablement inférieure à 150 mètres, des dispositions spéciales doivent être prises.

Chacun des Etats contractants s'opposera, dans la mesure de ses pouvoirs, à ce que soient placés, aux abords des voies publiques, des signaux ou panneaux quelconques qui pourraient prêter à confusion avec les plaques indicatrices réglementaires ou rendre leur lecture plus difficile.

La mise en service du système de plaques triangulaires sera effectuée dans chaque Etat au fur et à mesure de la mise en

place des signaux nouveaux ou du renouvellement de ceux actuellement existants.

Communication de renseignements.

Art. 10.

Les Etats contractants s'engagent à se communiquer les renseignements propres à établir l'identification des personnes titulaires de certificats internationaux ou de permis de conduire internationaux, lorsque leur automobile a été l'occasion d'un accident grave ou qu'elles ont été reconnues passibles d'une contravention aux règlements concernant la circulation.

Ils s'engagent, d'autre part, à faire connaître aux Etats qui ont délivré les certificats ou permis internationaux, les noms, prénoms et adresse des personnes auxquelles ils ont retiré le droit de faire usage desdits certificats ou permis.

Disposition finales.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée.

A. Chaque Gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que vingt Etats actuellement liés par la Convention du 11 octobre 1909 se seront déclarés prêts à effectuer ce dépot, il sera procédé à ce dépot au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.

Les Etats non parties à la Convention du 11 octobre 1909 qui, avant la date ainsi fixée pour le dépôt des ratifications, se seront déclarés prêts à déposer l'instrument de ratification de la présente Convention, participeront au dépôt ci-dessus visé.

B. Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.

C. Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prennent part et par le Ministre des Affaires étrangères de la République française.

D. Les Gouvernements qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de leur ratification dans les conditions prescrites par le paragraphe A du présent article, pourront le faire au moyen d'une notification écrite adressée au Gouverne-

ment de la République française et accompagnée de l'instrument de ratification.

E. Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux Gouvernements qui ont signé la présente Convention. Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement français leur fera connaître, en même temps, la date à laquelle il aura reçu la notification.

Art. 12.

A. La présente Convention ne s'applique de plein droit qu'aux pays métropolitains des Etats contractants.

B. Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans ses colonies, possessions, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification spéciale adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement. Si l'Etat déclarant choisit ce dernier procédé, ledit Gouvernement transmettra immédiatement à tous les autres Etats contractants copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle il l'a reçue.

Art. 13.

A. Tout Etat non signataire de la présente Convention pourra y adhérer au moment du dépôt des ratifications visé à l'article 11, alinéa A, ou postérieurement à cette date.

B. L'adhésion sera donnée en transmettant au Gouvernement français par la voie diplomatique l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

C. Ce Gouvernement transmettra immédiatement à tous les Etats contractants copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Art. 14.

La présente Convention produira effet, pour les Etats contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications,

un an après la date dudit dépôt et, pour les Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi qu'à l'égard des colonies, possessions, protectorats, territoires d'outre mer et territoires sous mandats, non mentionnés dans les instruments de ratification, un an après la date à laquelle les notifications prévues dans l'article 11, alinéa D, l'article 12, alinéa B. et l'article 13, alinéa B, auront été reçues par le Gouvernement français.

Art. 15.

Chaque Etat contractant, partie à la Convention du 11 octobre 1909, s'engage à dénoncer ladite Convention au moment du dépôt de l'instrument de sa ratification ou de la notification de son adhésion à la présente Convention.

La même procedure sera suivie en ce qui concerne les déclarations visées à l'article 12, alinéa B.

Art. 16.

S'il arrive qu'un des Etats contractants dénonce la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement français qui communiquera immédiatement la copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement français.

Les mêmes dispositions s'appliquent en ce qui concerne la dénonciation de la présente Convention pour les colonies, possessions, protectorats, territoires d'outre mer et territoires sous mandat.

Art. 17.

Les Etats représentés à la Conférence réunie à Paris du 20 au 24 avril 1926, sont admis à signer la présente Convention jusqu'au 30 juin 1926.

Fait à Paris, le 24 avril 1926, en un seul exemplaire dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne :

Dr. ECKARDT.
F. PFLUG.
Dr. WEGERT.

Pour l'Autriche :
Ing. J. ALTMANN.
Dr. R. FRITZ.

Pour la Belgique :
DE GAIFFIER D'HESTROY.

Pour le Brésil :
F. GUIMARAES.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :
H. H. PIGGOTT.

Pour la Bulgarie :
M. MILTCHEW.

Pour Cuba :
PEDRO SANCHEZ ABREU.
R. HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :
L. MADSEN.
F. H. V. BENTSEN.
O. BILFELDT.

Pour Dantzig :
ALEXANDRE SZEMBEK.

Pour l'Egypte :
M. K. EL KHOLI.
HASSAN.

Pour l'Espagne :
FRANCISCO J. CERVANTES.
C. RESINES.

Pour l'Esthonie :
C. R. PUSTA.

Pour la Finlande :
M. NORDBERG.

Pour la France:
HARISMENDY.
WALCKENAER.
LORIEUX.
EDMOND CHAIX.
P. LE GAVRIAN.
M. MIGETTE.
HENRI DEFERT.
A. BEAU.
J. NOULENS.

Pour le Guatemala:
F. A. FIGUEROA.

Pour la Grèce:
SARIYANNIS.

Pour la Hongrie:

Dr. COLOMAN DE TOMCSANYI.
EUGENE DE MARKHOT.

Pour l'Etat libre d'Irlande:
WAUGHAN B. DEMPSEY.

Pour l'Italie:
G. SUMMONTE.
Ing. HENRICO MELLINI.
BENEDETTI MAURO.
Avv. E. FALDELLA.

Pour la Lettonie:
E. FELDMANS.

Pour la Lithuanie:
P. KLIMAS.

Pour le Luxembourg:
LEGALLAIS.

Pour le Maroc:
NACIVET.

Pour le Mexique:
A. PANI.

Pour Monaco :

BUTAVAND.

Pour la Norvège :

S. BENTZON.

Pour les Pays-Bas :

J. F. SCHÖNFELD.
B. W. VAN WELDEREN RENGERS.
G. A. POS.

Pour le Pérou :

EMILIO ORTIZ DE ZEVALLOS.

Pour la Perse :

ad referendum :

Dr. HOSSEIN KHAN GHADIMY.
AHMED KHAN ADEL.

Pour la Pologne :

ALEXANDRE SZEMBEK.
RICHARD MINCHEJMER.

Pour le Portugal :

MANUEL ROLDAN Y PEGO.

Pour la Roumanie :

B. CANTACUZENE.
GHYKA.

Pour la Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

M. SPALAIKOVITCH.

Pour le Siam :

PHYA SARASASTRA.

Pour la Suisse :

DELAQUIS.

Pour la Tchécoslovaquie :

STEFAN OSUSKY.

Pour la Tunisie :
MOURGNOT.
BERTHON.

Pour la Turquie :
NAFIZ ZIA.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :
J. DATVIAN.
ZIN SEDOY-LITWIN.
N. BRILING.

Pour l'Uruguay :
F. CAPURRO.

Les délégués de la Commission du Gouvernement du Territoire du bassin de la Sarre participant à la Conférence ont déclaré être en mesure de signer la présents Convention au nom de ladite Commission.

PIERROTET
CENTNER.

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

ANNEXE A.

Le certificat international pour automobile, tel qu'il est délivré dans tel ou tel des Etats contractants sera libellé dans la langue prescrite par la législation dudit Etat.

La traduction définitive des rubriques du carnet dans les différentes langues sera communiquée au Gouvernement de la République française par les autres Gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

[NOM DU PAYS]

ANNEXE B

CIRCULATION AUTOMOBILE INTERNATIONALE

CERTIFICAT INTERNATIONAL POUR AUTOMOBILES

Convention internationale du 24 avril 1926

Délivrance du certificat :

Lieu : ....

Date : ....

(1)

Cachet de l'autorité.

(1) Signature de l'autorité.
ou
Signature de l'association habilitée par l'autorité et visa de celle-ci.

— 2 —

Le présent certificat est valable, sur les territoires de tous les Etats contractants mentionnés ci-dessous, pendant un an à dater du jour de sa délivrance ;

LISTE DES ETATS CONTRACTANTS.

— 3 —

Propriétaire ou détenteur	Nom :	(1)
	Prénoms :	(2)
	Domicile :	(3)

Genre du véhicule : (4)

Désignation du constructeur du châssis : (5)

Indication du type du châssis : (6)

N°. d'ordre dans la série du type ou n°. de fabrication du châssis (7)

Moteur	Nombre de cylindres :	(8)
	Numéro du moteur :	(9)
	Course :	(10)
	Alésage :	(11)
	Puissance en C. V. :	(12)

Carrosserie .	Forme :	(13)
	Couleur :	(14)
	Nombre total de places :	(15)

Poids du véhicule à vide (en kilos) : (16)

Poids du vêhicule en pleine charge (en kilos), s'il excède 3,500 kilos. (17)

Marque d'identification devant figurer sur les plaques ... (18)

— 4 —

.... (1)
.... (2)
.... (3)
.... (4)
.... (5)
.... (6)
.... (7)
.... (8)
.... (9)
.... (10)
.... (11)
.... (12)
.... (13)
.... (14)
.... (15)
.... (16)
.... (17)
.... (18)

NOTA. — (Aux pages 4 et suivantes, reproduire le texte de la page 3, traduit en autant de langues qu'i sera necessaire pour que le certificat international puisse être utilisé sur les territoires de tous les états contractants mentionnés à la page 2).

— 10 —

VISA D'ENTREE.

Visa d'entrée, Entrance visa, etc. (toutes langues).

(1) Pays, country (etc., toutes langues)

(2) Lieu, place (etc., toutes langues)

(3) Date, date (etc., toutes langues)

(4) Signature . . . (toutes langues)

(5) Cachet . . . . . (toutes langues)

(1) ....

(2) ....

(3) ....

(4) ....

(5)

(1)	(1) ....
(2) .... (3) .... (4) .... (5)	(2) .... (3) .... (4) .... (5)
(1)	(1) ....
(2) .... (3) .... (4) .... (5)	(2) .... (3) .... (4) .... (5)

(1)	(1) ....
(2) .... (3) .... (4) .... (5)	(2) .... (3) .... (4) .... (5)
(1)	(1) ....
(2) .... (3) .... (4) .... (5)	(2) .... (3) .... (4) .... (5)

(1) ....
(2) ....
(3) ....
(4) ....
(5) ....
(6) ....
(7) ....
(8) ....
(9) ....
(10) ....
(11) ....
(12) ....
(13) ....
(14) ....
(15) ....
(16) ....
(17) ....
(18) ....

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

ANNEXE C.

Le signe distinctif prévu à l'article 5 est constitué par une placque ovale de 30 centimètres de largeur sur 18 centimètres de hauteur, portant de une à trois lettres peintes en noir sur fond blanc. Les lettres sont formées de caractères latins majuscules. Elles ont, au minimum, 10 centimètres de hauteur, leurs traits ont 15 millimètres d'épaisseur.

En ce qui touche les motocycles, le signe distinctif prévu à l'article 5 mesurera seulement 18 centimètres dans le sens horizontal et 12 centimètres dans le sens vertical. Les lettres mesureront 8 centimètres de hauteur; la largeur de leurs traits étant de 10 millimètres.

Les lettres distinctives pour les différents Etats et Territoires sont les suivantes:

Allemagne		D
Etats-Unis d'Amérique		U S
Autriche		A
Belgique		B
Brésil		B R
Grande-Bretagne et Irlande du Nord		G B
—	Ile d'Aurigny	G B A
—	Gibraltar	G B Z
—	Guernesey	G B G
—	Jersey	G B J
—	Malte	G B Y
Indes Britanniques		B I
Bulgarie		B G

Chili	R C H
Chine	R C
Colombie	C O
Cuba	C
Danemark	D K
Dantzig	D A
Egypte	E T
Equateur	E Q
Espagne	E
Esthonie	E W
Finlande	S F
France, Algérie, Tunisie et Maroc	F
— Indes Françaises	F
Guatemala	G
Grèce	G R
Haïti	R H
Hongrie	H
Etat Libre d'Irlande	S E
Italie	I
Lettonie	L R
Liechtenstein	F L
Lithuanie	L T
Luxembourg	L
Mexique	M E X
Monaco	M C
Norvège	N
Panama	P Y
Paraguay	P A
Pays-Bas	N L
— Indes néerlandaises	I N
Pérou	P E
Perse	P R
Pologne	P L
Portugal	P
Roumanie	R

Territoire de la Sarre	S A
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	S H S
Siam	S M
Suède	S
Suisse	C H
Syrie et Liban	L S A
Tchéco-Slovaquie	C S
Turquie	T R
Union des Républiques Soviétistes et Socialistes	S U
Uruguay	U

CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE.

ANNEXE D.

Le permis international de conduire (Annexe E) tel qui'l est délivré dans tel ou tel des Etats contractants sera libellé dans la langue prescrite par la législation dndit Etat.

La traduction définitive des rubriques du carnet dans les différentes langues sera communiquée au Gouvernement de la République française par les autres Gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

[NOM DU PAYS]

ANNEXE E

CIRCULATION AUTOMOBILE INTERNATIONALE

PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUIRE

Convention internationale du 24 avril 1926

Délivrance du permis :

Lieu : ....

Date : ....

(1)

Cachet de l'autorité.

(1) Signature de l'autorité.

ou

Signature de l'association habilitée par l'autorité et visa de celle-ci.

— 2 —

Le présent permis est valable, sur les territoires de tous les Etats contractants mentionnés ci-dessous, pendant *un an à dater du jour de la délivrance*, pour la conduite des *véhicules appartenant à la catégorie ou aux categorie visées à la page 12.*

LISTE DES ETATS CONTRACTANTS.



Il est entendu que le présent permis ne diminue en aucune sorte l'obligation où se trouve son porteur de se conformer entièrement aux lois et règlements relatifs à l'établissement ou à l'exercice d'une profession en vigueur dans chaque pays où il circule.

— 3 —

INDICATIONS RELATIVES AU CONDUCTEUR.

Photographie.

Cachet
de
l'autorité.

Nom : .... (1)

Prénoms: .... (2)

Lieu de naissance : .... (3)

Date de naissance : .... (4)

Domicile : .... (5)

— 4 —

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) ....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) ....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays) ....
en raison de ....

....

Cachet de l'autorité.	Lieu : ....
	Date : ....
	Signature :

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) ....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) ....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays) ....
en raison de ....

....

Cachet de l'autorité.	Lieu : ....
	Date : ....
	Signature :

— 5 —

INDICATIONS RELATIVES AU CONDUCTEUR.

Pour la photographie,
voir ci-dessus (page 3)

Nom : .... (1)

Prénoms :.............................. (2)

Lieu de'naissance : .... (3)

Date de naissance : .... (4)

Domicile : .... (5)

NOTA (pages 5 et 6). — Feuillet à reproduire, traduit en autant de langues qui'l sera nécessaire pour que le permis international puisse être utilisé sur les territoires de tous les états contractants mentionnés page 2.

— 6 —

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) ....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) ....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays) ....
en raison de ....
....

Cachet de l'autorité.

Lieu : ....
Date : ....

Signature :

[NOM DU PAYS]

EXCLUSION.

M. (nom et prénoms) ....
autorisé ci-dessus par l'autorité de (pays) ....
est déchu du droit de conduire sur le territoire de (pays) ....
en raison de ....
....

Cachet de l'autorité.

Lieu : ....
Date : ....

Signature :

(1) **A.** — Automobiles dont le poids en charge (art. 7) n'excède pas 3,500 kilogs.
(En toutes langues.)

(2) **B.** — Automobiles dont le poids en charge (art. 7) excède 3,500 kilogs.
(En toutes langues.)

(3) **C.** — Motocyclettes, avec ou sans side-car.
(En toutes langues.)

A (1)	**B** (2)	**C** (3)
Cachet de l'autorité.	Cachet de l'autorité.	Cachet de l'autorité.

(1) ....

(2) ....

(3) ....

(4) ....

(5) ....

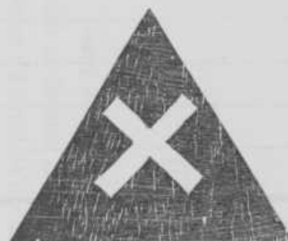
ANNEXE F.



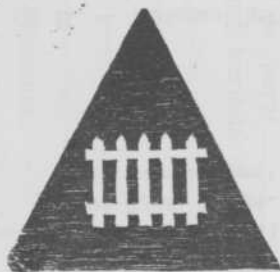
Cassis.



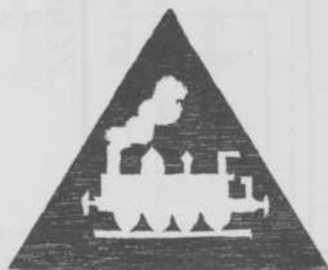
Virage.



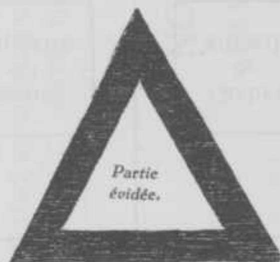
Croisement.



Passage à niveau gardé.



Passage à niveau non gardé.



Signal indiqué
aux troisième et quatrième
alinéas de l'Article 9.

VERTALING.

INTERNATIONAAL VERDRAG BETREFFENDE HET VERKEER MET MOTORRIJTUIGEN.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden der Regeeringen van de na te noemen Staten, te Parijs in conferentie vereenigd van 20 tot 24 April 1926, ten einde na te gaan welke wijzigingen in het internationaal verdrag betreffende het verkeer met automobielen van 11 October 1909 behooren te worden aangebracht, zijn ten aanzien van de volgende voorschriften tot overeenstemming gekomen:

Algemeene bepalingen.

Artikel 1.

Het verdrag is van toepassing op het verkeer met motorrijtuigen op den weg in het algemeen, wat ook het voorwerp en welke ook de aard van het vervoer zij, met dien verstande echter, dat de bijzondere nationale voorschriften, betreffende de openbare diensten van het algemeen vervoer van personen en betreffende de openbare diensten van het vervoer van goederen, onverkort zullen gelden.

Artikel 2.

Naar dit verdrag wordt onder motorrijtuigen verstaan alle voertuigen, voorzien van een inrichting van mechanische voortdrijving, die op den openbaren weg verkeeren zonder dat zij aan een spoorbaan gebonden zijn, en die dienen tot het vervoer van personen of goederen.

Voorwaarden, waaraan motorrijtuigen moeten voldoen, om tot het internationale verkeer op den openbaren weg te worden toegelaten.

Artikel 3.

Om tot het internationaal verkeer op den openbaren weg te worden toegelaten, moet een motorrijtuig, hetzij na onderzoek

ten overstaan van het bevoegd gezag of van eene vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, geschikt bevonden zijn om in gebruik te worden genomen, hetzij van een type zijn, dat op gelijke wijze deugdelijk is bevonden. Het motorrijtuig moet in allen gevalle voldoen aan de hierna gestelde voorwaarden:

I. Het motorrijtuig moet voorzien zijn van de volgende inrichtingen:

a) een krachtig stuurtoestel, waarmede wendingen gemakkelijk en nauwkeurig gemaakt kunnen worden;

b) òf twee, onafhankelijk van elkaar werkende reminrichtingen, òf een reminrichting, die in werking kan worden gesteld door twee onafhankelijk van elkaar werkende bedieningstoestellen elk waarvan in werking gesteld kan worden ook wanneer het andere weigert, zulks aldus dat in allen gevalle zoowel de eene als de andere inrichting behoorlijk aan haar doel beantwoordt en snel werkt;

c) ingeval het eigen gewicht van het motorrijtuig meer bedraagt dan 350 K. G., een inrichting, waarmede men van de zitplaats des bestuurders het rijtuig door middel van den motor achteruit kan doen rijden;

d) ingeval het totaal-gewicht van het motorrijtuig, gevormd door het eigen-gewicht daarvan en de grootste lading, die ten tijde dat het rijtuig tot het verkeer is toegelaten, toelaatbaar is verklaard, meer bedraagt dan 3500 K.G. een bijzondere inrichting, in staat om onder alle omstandigheden teruglooрen te beletten, alsook een spiegel, zóó geplaatst dat men daardoor achteruit kan zien.

De inrichtingen tot bediening van het motorrijtuig moeten zoo zijn geplaatst, dat de bestuurder ze veilig kan in werking stellen, zonder zijn aandacht van den weg af te wenden.

De toestellen moeten zeker werken en er op ingericht zijn, om zooveel mogelijk elk gevaar voor brand of ontploffing te voorkomen, om geen enkel ander gevaar voor het verkeer op te leveren en om niet door gedruisch, door rook of door geur te verschrikken of in ernstige mate hinder te veroorzaken. Het motorrijtuig moet voorzien zijn van een inrichting, waardoor de gassen geluidloos kunnen worden uitgelaten.

De wielen van de motorrijtuigen en van de aanhangwagens daarvan moeten voorzien zijn van rubberbanden of van eenige

andere soort band, die uit een oogpunt van elasticiteit daaraan gelijkwaardig is.

Het uiteinde van de assen mag niet buiten de omlijning van het overige gedeelte van het rijtuig uitsteken.

II. Op het motorrijtuig moet zijn aangebracht:

1⁰. zoowel aan de voorzijde als aan de achterzijde, geschreven op platen of op het rijtuig zelf het kenmerk, dat door het bevoegd gezag zal zijn toegekend. Het kenmerk, dat zich aan den achterkant bevindt alsmede ook het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, moeten worden verlicht, zoodra zij bij daglicht niet meer zichtbaar zijn.

In het geval dat een motorrijtuig wordt gevolgd door een aanhangwagen, worden het kenmerk en het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, ook aangebracht aan de achterzijde van den aanhangwagen, en is het voorschrift betreffende de verlichting van deze teekens van toepassing op den aanhangwagen.

2⁰. op een behoorlijk toegankelijke plaats, en in gemakkelijk leesbare letterteekens de volgende aanwijzingen:

aanduiding van den bouwer van het onderstel;
fabrieksnummer van het onderstel;
fabrieksnummer van den motor.

III. Elk motorrijtuig moet voorzien zijn van een toestel tot het geven van helder klinkende geluidseinen van voldoende sterkte.

IV. Elk motorrijtuig, dat zonder aanhangwagen rijdt, moet gedurende den nacht, en van het invallen van de duisternis af, voorzien zijn aan de voorzijde van ten minste twee witte lichten, waarvan het eene rechts, het andere links is geplaatst, en aan de achterzijde van een rood licht.

Echter mag, voor motorrijtuigen op twee wielen, zonder zijspan, het aantal lichten aan de voorzijde tot één worden beperkt.

V. Elk motorrijtuig moet eveneens voorzien zijn van één of meer toestellen, die het mogelijk maken om den weg over een voldoenden afstand vooruit deugdelijk te verlichten, indien niet de boven voorgeschreven witte lichten aan dien eisch voldoen.

Indien het rijtuig een grooter snelheid kan ontwikkelen dan

van 30 K.M. per uur, mag de genoemde afstand niet kleiner zijn dan 100 Meter.

VI. De verlichtingstoestellen, die verblinding kunnen teweeg brengen, moeten zoo zijn ingericht, dat zij het mogelijk maken de verblinding te doen ophouden bij de ontmoeting van de andere weggebruikers of bij elke andere omstandigheid, waarin het eindigen dier verblinding aanbevelenswaard mocht zijn. Bij het doen eindigen van de verblinding zal men echter een verlichting moeten behouden voldoende om den weg over een afstand van ten minste 25 Meter deugdelijk te verlichten.

VII. Motorrijtuigen met een aanhangwagen zijn wat betreft de verlichting aan de voorzijde aan dezelfde regels onderworpen als motorrijtuigen zonder aanhangwagen; het roode achterlicht moet zich dan echter aan de achterzijde van den aanhangwagen bevinden.

VIII. Wat betreft de beperkingen ten aanzien van gewicht en afmetingen moeten motorrijtuigen en aanhangwagens voldoen aan de algemeene voorschriften van het land waar zij aan het verkeer deelnemen.

Afgifte en erkenning van internationale bewijzen voor motorrijtuigen.

Artikel 4.

Ten einde ten aanzien van ieder motorrijtuig, dat tot het internationaal verkeer op den openbaren weg is toegelaten, te waarborgen, dat de in artikel 3 gestelde voorwaarden zijn vervuld of kunnen worden nageleefd, worden internationale bewijzen afgegeven, volgens het model en de aanwijzingen, vervat in de bijlagen A en B. van dit verdrag.

Deze bewijzen zijn geldig gedurende een jaar te rekenen van den dag van afgifte. De geschreven aanwijzingen, die zij bevatten. moeten steeds in Latijnsche letter of zgn. Engelsche schrijfletter gesteld worden.

De internationale bewijzen, welke zijn afgegeven door het bevoegd gezag van een der verdragstaten of door een vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, in welk laatste geval die bewijzen door dat gezag moeten zijn gewaarmerkt, geven vrijen toegang tot het verkeer in alle overige verdragstaten en worden in die Staten als geldig erkend zonder dat

een nader onderzoek plaats heeft. Evenwel kan het recht om van het internationale bewijs gebruik te maken worden ontzegd, indien klaarblijkelijk niet meer wordt voldaan aan de voorwaarden, gesteld bij artikel 3.

Onderscheidingsteeken.

Artikel 5.

Elk motorrijtuig moet, om toegelaten te worden tot het internationaal verkeer op den openbaren weg, een onderscheidingsteeken voeren van een tot drie letters, dat aan de achterzijde, duidelijk zichtbaar op een plaat of op het rijtuig zelve is aangebracht.

Voor de toepassing van dit verdrag moet het onderscheidingsteeken betrekking hebben hetzij op een Staat hetzij op een grondgebied, dat uit het oogpunt van de inschrijving der motorrijtuigen, een duidelijk te onderkennen eenheid vormt.

De afmetingen en de kleur van dit teeken, de letters, almede hare afmetingen en kleur, zijn vastgesteld bij de tabel, vervat in bijlage C. van dit verdrag.

Voorwaarden, waaraan bestuurders van motorrijtuigen moeten voldoen om in het internationaal verkeer op den openbaren weg te worden toegelaten tot het besturen van een motorrijtnig.

Artikel 6.

De bestuurder van een motorrijtuig moet de hoedanigheden bezitten, die voor de openbare veiligheid genoegzamen waarborg schenken.

Wat betreft het internationaal verkeer, mag niemand een motorrijtuig besturen, tenzij hij daartoe heeft ontvangen een vergunning, afgegeven door een daartoe bevoegd gezag of door eene vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, nadat hij bewijs van zijn geschiktheid zal hebben gegeven.

De vergunning kan niet worden gegeven aan personen beneden den 18-jarigen leeftijd.

Afgifte en erkenning van internationale rijbewijzen.

Artikel 7.

Ten einde voor het internationaal verkeer te waarborgen, dat aan de in het vorig artikel bedoelde voorwaarden is voldaan,

worden internationale rijbewijzen afgegeven volgens het model en de aanwijzingen, vervat in de bijlagen D. en E. van dit verdrag.

Deze bewijzen zijn voor de catagorieën van motorrijtuigen, waarvoor ze zijn afgegeven, geldig gedurende een jaar, te rekenen van den dag van afgifte.

Voor het internationaal verkeer zijn de volgende categorieën vastgesteld :

A. Motorrijtuigen, waarvan het totaal gewicht, gevormd door het eigen gewicht en door het gewicht van de grootste lading, die ten tijde dat het motorrijtuig tot het verkeer is toegelaten, toelaatbaar is verklaard, niet meer bedraagt dan 3500 K.G.;

B. motorrijtuigen, waarvan het totaal gewicht, berekend als boven is aangegeven, meer bedraagt dan 3500 K. G.;

C. motorrijwielen met of zonder zijspan.

De geschreven aanwijzingen, die de internationale rijbewijzen bevatten, moeten steeds in Latijnsche letter of zgn. Engelsche schrijfletter gesteld worden.

De internationale rijbewijzen, welke zijn afgegeven door het bevoegd gezag van een der verdragstaten, of door eene vereeniging, daartoe door bedoeld gezag gemachtigd, in het laatste geval gewaarmerkt door dat gezag, geven bevoegdheid tot het besturen der motorrijtuigen, behoorende tot de categorie, waarvoor zij zijn afgegeven, in alle overige verdragstaten, en worden in die Staten als geldig erkend zonder dat een nader onderzoek plaats heeft. Evenwel kan het recht tot gebruikmaking van het internationaal rijbewijs worden ontzegd, indien duidelijk blijkt dat aan de voorwaarden, in het vorig artikel gesteld, niet wordt voldaan.

Naleving van de nationale wetten en reglementen.

Artikel 8.

De bestuurder van een motorrijtuig, die aan het verkeer in een land deelneemt, is gehouden zich in dat land te gedragen naar de aldaar geldende wetten en reglementen, betreffende het verkeer.

Een uittreksel van die wetten en reglementen zal aan de bestuurders van motorrijtuigen bij binnenkomst in een land door

het bureau, waar de douaneformaliteiten worden vervuld, ter hand kunnen worden gesteld.

Aanduiding van gevaren.

Artikel 9.

Ieder der verdragstaten verbindt zich, naar gelang van zijn bevoegdheid er voor te waken, dat langs de wegen, ter aanduiding van gevaarlijke wegsgedeelten geen andere teekens worden geplaatst dan die, welke zijn aangegeven in bijlage F. van dit verdrag.

Deze teekens worden aangebracht op driehoekige borden, terwijl iedere verdragstaat zich verbindt, zooveel mogelijk bij uitsluiting den driehoeksvorm voor de genoemde aanduiding te doen bezigen, en het gebruik van dien vorm te verbieden voor alle gevallen, waarin daardoor verwarring met de onderhavige aanduiding mocht kunnen ontstaan. De driehoek is in het algemeen gelijkzijdig en de lengte der zijden bedraagt ten minste 70 c.M.

Ingeval de gesteldheid van de atmosfeer het gebruik van gesloten borden niet toelaat, zullen open driehoekige borden kunnen worden gebezigd.

In dat geval behoeven de borden niet het teeken te bevatten, dat den aard der belemmering aanduidt en kunnen de afmetingen van den driehoek worden teruggebracht tot een lengte der zijden van ten minste 46 c.M.

De waarschuwingsborden worden loodrecht op de richting van den weg geplaatst en op een afstand van de plaats der belemmering, die niet kleiner mag zijn dan 150 M. en niet grooter dan 250 M., tenzij de plaatselijke gesteldheid zich hiertegen verzet.

Wanneer de afstand van het teeken tot de plaats der belemmering aanmerkelijk minder bedraagt dan 150 M., moeten bijzondere voorzieningen worden getroffen.

Ieder der verdragstaten zal naar gelang van zijn bevoegdheid beletten, dat langs de openbare wegen teekens of borden van welken aard ook worden geplaatst, die verwarring zouden kunnen teweeg brengen met de voorgeschreven aanduidingsborden of die het lezen van de opschriften daarvan zouden kunnen bemoeilijken.

De invoering van het stelsel der driehoekige borden zal in iederen Staat geschieden, naar mate nieuwe teekens worden geplaatst of bestaande worden vernieuwd.

Uitwisseling van inlichtingen.

Artikel 10.

De verdragstaten verbinden zich elkaar over en weer de inlichtingen te verschaffen, dienstig voor het vaststellen van de identiteit van houders van internationale bewijzen voor motorrijtuigen en van houders van internationale rijbewijzen, ingeval hun motorrijtuig de aanleiding is geweest tot een ernstig ongeluk of is komen vast te staan, dat die houders eene overtreding der verkeersvoorschriften hebben begaan.

Voorts verbinden zij zich om de Staten, die de internationale bewijzen voor motorrijtuigen of de internationale rijbewijzen hebben afgegeven, in kennis te stellen met den naam, de voornamen en het adres der personen, aan wie zij het recht om van de genoemde bewijzen gebruik te maken hebben ontnomen.

Slotbepalingen.

Artikel 11.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd.

A. Iedere Regeering stelt, zoodra zij bereid is tot het nederleggen der akte van bekrachtiging, de Fransche Regeering daarmede in kennis. Zoodra 20 Staten, thans gebonden door het verdrag van 11 October 1909, zich bereid hebben verklaard deze nederlegging te bewerkstelligen, wordt daartoe overgegaan in den loop van de maand, volgende op de ontvangst door de Fransche Regeering van de laatste dezer verklaringen en ten dage door genoemde Regeering bepaald.

De Staten, die niet hebben deelgenomen aan het verdrag van 11 October 1909, en die, vóór den aldus ten aanzien van het nederleggen der akten van bekrachtiging vastgestelden datum, zich bereid hebben verklaard tot nederlegging van de akte van bekrachtiging van dit verdrag, nemen aan de bovenbedoelde nederlegging deel.

B. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd in de archieven van de Fransche Regeering.

C. De nederlegging van de akten van bekrachtiging zal blijken uit een proces-verbaal, onderteekend door de vertegenwoordigers der daaraan deelnemende Staten en door den Minister van Buitenlandsche Zaken van de Fransche Republiek.

D. De Regeeringen, die niet in de gelegenheid geweest zijn om hare akte van bekrachtiging te doen nederleggen op de wijze, als in alinea A van dit artikel is voorgeschreven, kunnen dit doen door middel van een schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Regeering der Fransche Republiek en vergezeld van de akte van bekrachtiging.

E. Gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal betreffende de eerste nederlegging van de akten van bekrachtiging, van de kennisgevingen, vermeld in het vorige lid, alsmede van de daarbij behoorende akten van bekrachtiging, wordt onverwijld door de zorg van de Fransche Regeering en langs diplomatieken weg, toegezonden aan de Regeeringen, die dit verdrag hebben geteekend. In de gevallen, bedoeld in het vorige lid, doet de Fransche Regeering ter zelfder tijd mededeelingen van den dag van ontvangst der kennisgeving.

Artikel 12.

A. Dit verdrag is van rechtswege slechts van toepassing op het moederland der verdragstaten.

B. Ingeval een der verdragstaten dit verdrag van kracht wenscht te doen zijn in zijne koloniën, bezittingen, protectoraten, overzeesche gebieden of mandaatgebieden, zal van zijne bedoeling uitdrukkelijk melding worden gemaakt in de akte van bekrachtiging zelve of zal die bedoeling worden medegedeeld bij bijzondere schriftelijke kennisgeving, gericht aan de Fransche Regeering, welke kennisgeving in de archieven van die Regeering wordt nedergelegd. Indien de betrokken Staat deze laatste wijze van handelen kiest, doet genoemde Regeering onverwijld aan alle andere verdragstaten gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving toekomen, met opgaaf van den dag van ontvangst daarvan.

Artikel 13.

A. Iedere Staat, die dit verdrag niet heeft geteekend, kan daartoe toetreden op het oogenblik van het nederleggen der akten van bekrachtiging, bedoeld in artikel 11, alinea A, dan wel later.

B. De toetreding geschiedt door toezending langs diplomatieken weg aan de Fransche Regeering van de akte van toetreding, welke akte in de archieven dier Regeering wordt nedergelegd.

C. Deze Regeering doet onverwijld aan alle verdragstaten gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving en van de akte van toetreding toekomen, onder opgaaf van den dag van ontvangst der kennisgeving.

Artikel 14.

Dit verdrag zal voor de verdragstaten, die aan de eerste nederlegging der akten van bekrachtiging hebben deelgenomen, van kracht zijn een jaar, nadat die nederlegging heeft plaats gehad, en voor de Staten die het verdrag later bekrachtigen of die later daartoe toetreden, alsmede ten aanzien van de koloniën, bezittingen, protectoraten, overzeesche gebieden of mandaatgebieden, welke niet in de akten van bekrachtiging zijn vermeld een jaar, nadat de kennisgevingen, bedoeld bij artikel 11 alinea D, artikel 12, alinea B, en artikel 13, alinea B, door de Fransche Regeering zijn ontvangen.

Artikel 15.

Iedere verdragstaat die deel heeft genomen aan het verdrag van 11 October 1909, verbindt zich om dat verdrag op te zeggen op het oogenblik, waarop de akte van zijn bekrachtiging wordt nedergelegd of kennis wordt gegeven van zijn toetreding tot het tegenwoordige verdrag.

Dezelfde wijze van handelen zal worden gevolgd bij de verklaringen, bedoeld in artikel 12, alinea B.

Artikel 16.

Ingeval een der verdragstaten dit verdrag zou willen opzeggen, zal van de opzegging schriftelijk kennis worden gegeven aan de Fransche Regeering, die onverwijld gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving aan alle overige Staten zal doen toekomen, onder mededeeling van den dag van ontvangst der kennisgeving.

De opzegging zal slechts van kracht zijn ten aanzien van den Staat, die daarvan heeft kennis gegeven en een jaar, nadat de kennisgeving de Fransche Regeering zal hebben bereikt.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing ten aanzien van de opzegging van dit verdrag, voor wat betreft koloniën, bezittingen, protectoraten, overzeesche gebieden en mandaatsgebieden.

Artikel 17.

De Staten, vertegenwoordigd op de Conferentie, te Parijs

gehouden van 20 tot 24 April 1226, worden tot onderteekening van dit verdrag toegelaten tot 30 Juni 1926.

Gedaan te Parijs op 24 April 1926, in één exemplaar, waarvan afschrift zal worden gezonden aan alle Regeeringen, die het verdrag hebben geteekend.

Voor Duitschland:
Dr. ECKARDT.
F. PFLUG.
Dr. WEGERT.

Voor Oostenrijk:
Ing. J. ALTMANN
Dr. R. FRITZ.

Voor België:
DE GAIFFIER D'HESTROY.

Voor Brazilië:
F. GUIMARAES.

Voor Groot-Brittannië en Noord-Ierland:
H. H. PIGGOTT.

Voor Bulgarije:
M. MILTCHEW.

Voor Cuba:
PEDRO SANCHEZ ABREU.
R. HERNANDEZ PORTELLA.

Voor Denemarken:
L. MADSEN.
F. H. V. BENTSEN.
O. BILFELDT.

Voor Dantzig:
ALEXANDRE SZEMBEK.

Voor Egypte:
M. K. EL KHOLI.
HASSAN.

Voor Spanje:
FRANCISCO J. CERVANTES.
C. RESINES.

Voor Estland:
C. R. PUSTA.

Voor Finland:
M. NORDBERG.

Voor Frankrijk:
HARISMENDY.
WALCKENAER.
LORIEUX.
EDMOND CHAIX
P. LE GAVRIAN.
M. MIGETTE.
HENRI DEFERT.
A. BEAU.
J. NOULENS.

Voor Guatemala:
F. A. FIGUEROA.

Voor Griekenland:
SARIYANNIS.

Voor Hongarije:
Dr. COLOMAN DE TOMCSANYI.
EUGENE DE MARKHOT.

Voor de Vrijstaat Ierland:
WAUGHAN B. DEMPSEY.

Voor Italië:
G. SUMMONTE.
Ing. HENRICO MELLINI.
BENEDETTI MAURO.
Avv. E. FALDELLA.

Voor Letland:
E. FELDMANS.

Voor Litauen:
P. KLIMAS.

Voor Luxemburg:
LEGALLAIS.

Voor Marokko:
NACIVET.

Voor Mexico:
A. PANI.

Voor Monaco:
BUTAVAND.

Voor Noorwegen:
S. BENTZON.

Voor Nederland:
J. F. SCHÖNFELD.
B. W. VAN WELDEREN RENGERS.
G. A. POS.

Voor Peru:
EMILIO ORTIZ DE ZEVALLOS.

Voor Perzië:

ad referendum:
Dr. HOSSEIN KHAN GHADIMY.
AHMED KHAN ADEL.

Voor Polen:
ALEXANDRE SZEMBEK.
RICHARD MINCHEJMER.

Voor Portugal:
MANUEL ROLDAN Y PEGO.

Voor Roemenië:
B. CANTACUZENE.
GHYKA.

Voor het Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen:
M. SPALAIKOVITCH.

Voor Siam:
PHYA SARASASTRA

Voor Zwitserland:
DELAQUIS.

Voor Tsjechoslowakije:
STEFAN OSUSKY.

Voor Tunis:
MOURGNOT.
BERTHON.

Voor Turkije:
NAFIZ ZIA.

Voor de Unie der Socialistische Sovjet-Republieken:
J. DATVIAN.
ZIN SEDOY-LITWIN.
N. BRILING.

Voor Uruguay:
F. CAPURRO.

De afgevaardigden van de Commissie van de Regeering van het Saargebied, die aan de Conferentie deelnemen, hebben verklaard de bevoegdheid te bezitten het tegenwoordige verdrag in naam van de genoemde Commissie te teekenen.

PIERROTET.
CENTNER.

BIJLAGE A.

Het internationaal bewijs voor een motorrijtuig, zooals dat in een der verdragstaten is afgegeven, wordt gesteld in de taal, voorgeschreven bij de wetgeving van dien Staat.

De definitieve vertaling der rubrieken van het boekje in de verschillende talen wordt aan de Regeering van de Fransche Republiek door de overige Regeeringen medegedeeld, door ieder voorzooveel haar betreft.

[Naam van het land.]

BIJLAGE B.

(Inhoud van het titelblad.)

Internationaal verkeer met motorrijtuigen.
Internationaal bewijs voor motorrijtuigen.
Internationaal verdrag van 24 April 1926.
Afgifte van het bewijs.

Plaats:
Dagteekening:
(Stempel van het bevoegde gezag).

Onderteekening van het bevoegde gezag of van de vereeniging, gemachtigd door bedoeld gezag met visum van dat gezag.

(Inhoud van een der binnenbladen, of van de bladzijde, die de keerzijde vormt van het titelblad.)

Dit bewijs is geldig op het gebied van al de verdragstaten, hieronder vermeld, gedurende een jaar, te rekenen van den dag van afgifte af.

Lijst der verdragstaten.

(Inhoud van een der binnenbladen.)

Eigenaar of Houder — naam:
voornamen:
woonplaats:

Soort van het rijtuig:
Aanwijzing van den bouwer van het onderstel:
Aanduiding van het type van het onderstel:
Volgnummer in de serie van het type of fabrieksnummer van het onderstel:

Motor — Aantal cylinders:
Nummer van den motor:
Slag:
Boring:
Vermogen in paardekrachten:

Koetswerk — Vorm:
Kleur:
Aantal zitplaatsen:

Eigen gewicht van het rijtuig (in kilogrammen).
Gewicht van het rijtuig bij volle belasting (in kilogrammen), indien dat gewicht 3500 K. G. overschrijdt.
Identiteitsteeken, dat op de platen moet voorkomen.

Noot. Op de volgende bladzijden den tekst van deze bladzijde over te brengen, vertaald in zooveel talen, als noodig zal zijn om het mogelijk te maken, dat het internationale rijbewijs gebruikt wordt op het gebied van al de verdragstaten, die op bladzijde ...... zijn vermeld.

(Inhoud van een der binnenbladen.)

Visum van de binnenkomst.

Visum van de binnenkomst (in alle talen).
Land (in alle talen).
Plaats (in alle talen).
Dagteekening (in alle talen).
Onderteekening (in alle talen).
Stempel (in alle talen).

BIJLAGE C.

Het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, bestaat uit een eironde plaat van 30 centimeter breedte en 18 centimeter hoogte, bevattende van een tot drie in zwart op witten grond geschilderde letters. Voor de letters dient de Latijnsche hoofdletter. Zij zijn ten minste 10 centimeter hoog, met strepen van 15 millimeter dikte.

Voor motorrijwielen bedraagt de afmeting van het onderscheidingsteeken, bedoeld bij artikel 5, in horizontale richting slechts 18 centimeter en in verticale richting slechts 12 centimeter. De letters zijn 8 centimeter hoog, de dikte van de strepen daarvan is 10 millimeter.

De letters ter onderscheiding van de verschillende Staten en Gebieden zijn de volgende:

Duitschland .... D

Vereenigde Staten van Noord-Amerika........ U S

Oostenrijk .... A

België .... B

Brazllië	B R
Groot-Britannië en Noord-Ierland	G B
Het eiland Alderney	G B A
Gibraltar	G B Z
Guernsey	G B G
Jersey	G B J
Malta	G B Y
Britsch-Indië	B I
Bulgarije	B G
Chili	R C H
China	R C
Columbia	C O
Cuba	C
Denemarken	D K
Dantzig	D A
Egypte	E T
Ecuador	E Q
Spanje	E
Estland	E W
Finland	S F
Frankrijk, Algiers, Tunis en Marokko	F
Fransch-Indië	F
Guatemala	G
Griekenland	G R
Haïti	R H
Hongarije	H
Vrijstaat Ierland	S E
Italië	I
Letland	L R
Liechtenstein	F L
Litaunen	L T
Luxemburg	L
Mexico	M E X
Monaco	M C
Noorwegen	N

Panama	P Y
Paraguay	P A
Nederland	N L
Nederlandsch-Indië	I N
Peru	P E
Perzië	P R
Polen	P L
Portugal	P
Roemenië	R
Saargebied	S A
Koninkrijk der Serven, Kroaten en Slovenen	S H S
Siam	S M
Zweden	S
Zwitserland	C H
Syrië en Libanon	L S A
Tsjechoslowakije	C S
Turkije	T R
Unie der Socialistische Sovjet-Republieken	S U
Uruguay	U

BIJLAGE D.

Het internationale rijbewijs (bijlage E), zooals dat in een der verdragstaten is afgegeven, wordt gesteld in de taal, voorgeschreven bij de wetgeving van dien Staat.

De definitieve vertaling der rubrieken van het boekje in de verschillende talen wordt aan de Regeering van de Fransche Republiek door de overige Regeeringen medegedeeld, door ieder voor zooveel haar betreft.

[Naam van het land.]

BIJLAGE E.

Internationaal verkeer met motorrijtuigen.
Internationaal rijbewijs.
Internationaal verdrag van 24 April 1926.
Afgifte van het rijbewijs ·

Plaats:

Dagteekening:

(Stempel van het bevoegde gezag).

Onderteekening van het bevoegde gezag of van de vereeniging, door bedoeld gezag gemachtigd, met visum van dat gezag.

(Inhoud van een der binnenbladen of van de bladzijde, die de keerzijde vormt van het titelblad.)

Dit rijbewijs is geldig op het gebied van al de verdragstaten, hieronder vermeld, gedurende een jaar, te rekenen van den dag van afgifte af voor het besturen van rijtuigen, behoorende tot de categorie of de categorieën bedoeld op bladz. ....

Lijst der verdragstaten.

Het is wel verstaan, dat dit rijbewijs geheel onverkort laat de verplichting, welke op den houder van dat bewijs rust, om zich geheel te gedragen naar de wetten en reglementen betreffende de vestiging of de uitoefening van een beroep, welke gelden in het land, waar hij aan het verkeer deelneemt.

(Inhoud van een der binnenbladen.)

Gegevens omtrent den bestuurder.

Photografie.

Stempel van het bevoegde gezag.

Naam:
Voornamen:
Geboorteplaats:
Datum van geboorte:
Woonplaats:

Noot. Op de volgende bladzijden den tekst van deze en van de volgende bladzijde over te brengen, vertaald in zooveel talen als noodig zal zijn om mogelijk te maken, dat het internationale rijbewijs gebruikt wordt op het gebied van al de verdragstaten die op bladzijze .... zijn vermeld.

(Inhoud van een der binnenbladen.)

Naam van het land.

Uitsluiting.

Voor .... (naam en voornamen), hierboven toegelaten door het bevoegd gezag van .... (land) is het recht om een motorrijtuig te besturen op het grondgebied van .... (land) vervallen op grond van:

Plaats:

Dagteekening:

Onderteekening:

Stempel van het bevoegd gezag.

(Inhoud van een der binnenbladen met uit te vouwen laatste blad.)

A. Motorrijtuigen, die beladen een gewicht hebben van niet meer dan 3500 kilogrammen (in alle talen).

B. Motorrijtuigen, die beladen een gewicht hebben van meer dan 3500 kilogrammen (in alle talen).

C. Motorrijwielen met of zonder zijspan (in alle talen).

(Uit te vouwen laatste blad.)

A.	B.	C.
(Stempel van het bevoegd gezag)	(Stempel van het bevoegd gezag)	(Stempel van het bevoegd gezag)

BIJLAGE F.

Uitholling overdwars	Bocht	Kruispunt.
Bewaakte spoorweg-overgang.	Onbewaakte spoorweg-overgang.	Teeken, aangegeven in de derde en vierde alinea van artikel 9.

Zie de teekening.

OPGAVE

van de landen, die het internationaal verdrag van 24 April 1926, betreffende het verkeer met motorrijtuigen, hebben bekrachtigd of er toe zijn toegetreden.

a. *Bekrachtigingen.*

Landen	Datum van de nederlegging der bekrachtigings-oorkonden	Datum van in-werkingtreding van het verdrag
België	24 October 1929	24 October 1930
Bulgarijë	24 October 1929	24 October 1930
Spanje	24 October 1929	24 October 1930
Finland	24 October 1929	24 October 1930
Frankrijk	24 October 1929	24 October 1930
Groot-Britannië	24 October 1929	24 October 1930
Griekenland	24 October 1929	24 October 1930
Hongarijë	24 October 1929	24 October 1930
Ierland (Vrijstaat)	24 October 1929	24 October 1930
Italië	24 October 1929	24 October 1930
Luxemburg	24 October 1929	24 October 1930
Marokko	24 October 1929	24 October 1930
Monaco	24 October 1929	24 October 1930
Noorwegen	24 October 1929	24 October 1930
Nederland (Nederlandsch-Indië)	24 October 1929	24 October 1930
Polen	24 October 1929	24 October 1930
Portugal	24 October 1929	24 October 1930
Roemenië	24 October 1929	24 October 1930
Saargebied	24 October 1929	24 October 1930
Tunis	24 October 1929	24 October 1930
Cuba	24 October 1929	24 October 1930
Egypte	24 October 1929	24 October 1930
Estland	24 October 1929	24 October 1930
Letland	24 October 1929	24 October 1930
Siam	24 October 1929	24 October 1930
Unie van Socialistische Sovjet-Republieken	24 October 1929	24 October 1930
Uruguay	24 October 1929	24 October 1930
Zuidslavië		

Landen	Datum van de nederlegging der bekrachtigings-oorkonden	Datum van inwerkingtreding van het verdrag
Brazilië	3 December 1929	3 December 1930
Duitschland	13 December 1929	13 December 1930
Denemarken	12 Februari 1930	12 Februari 1931

b. *Toetredingen.*

Landen	Datum van de nederlegging der kennisgeving van toetreding	Datum van inwerkingtreding van het verdrag
Chili Zweden Fransch Equatoriaal Afrika Fransch West-Afrika Kameroen Fransch Somaliland De Fransche Nederzettingen in Oceanië Guadeloupe Fransch Guyana De Fransche Nederzettingen in Indië Indo-China Madagascar Martinique Nieuw-Caledonië Réunion Togo	24 October 1929	24 October 1930
Britsch-Indië	28 October 1929	28 October 1930
Palestina Malta Gibraltar	4 December 1929	4 December 1930
Irak Vaticaansche Staat	5 Februari 1930	5 Februari 1931